AGGLOMÉRATION ■ Deux cents emplois sont menacés sur un site qui emploie 1.300 personnes

Mobilisés pour l'emploi chez Hutchinson

Le 3 juin, le groupe a annoncé la suppression possible d'un millier de postes en France. Le site de Châlette serait concerné.

Pascale Auditeau

pascale.auditeau@centrefrance.com

ille postes pourraient être supprimés en France, dont deux cents sur le seul site de Châlette-sur-Loing.

L'annonce, le 3 juin dernier, de la suppression de 3.000 postes dans le monde au sein du groupe Hutchinson, a suscité une vive inquiétude, et bien évidemment dans le Montargois.

L'usine de l'agglomération montargoise, qui fabrique des pièces en caoutchouc pour les industries automobiles et aéronautiques notamment, est la plus importante sur le territoire national : elle emploie en effet quelque 1.300 salariés. De nombreux intérimaires sont déjà partis.

Les membres du gouvernement interpellés

Le maire de Châlette-sur-Loing, Franck Demaumont (PCF), n'a pourtant pas l'intention d'attendre sans bouger. L'élu a très rapidement interpellé les parlementaires du Loiret,



ainsi que le président du conseil régional, François Bonneau (PS), qui a promis de faire entendre sa voix. Le sénateur Jean-Pierre Sueur (PS) a d'ores et déjà alerté le Premier ministre, Édouard Philippe, tandis que le député Jean-Pierre Door (LR), ancien président de l'Agglo, doit poser une question à l'Assemblée nationale au ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, sur le plan de restructuration

d'Hutchinson, filiale du groupe Total. « J'ai aussi demandé un rendez-vous au directeur général d'Hutchinson. Je le vois mardi prochain », précise le député. « Ce que nous savons pour l'instant, c'est que 200 emplois pourraient être concernés dans l'agglomération montargoise, mais qu'il s'agirait de départs à la retraite anticipés, ce qui serait un moindre mal. La question est quand même que c'est lié à

un manque de commandes pour l'entreprise et c'est très préoccupant. Hutchinson, c'est vraiment l'entreprise emblématique de l'agglo montargoise. »

Vendredi soir, le maire de Châlette, Franck Demaumont, est aussi intervenu lors du conseil d'agglomération qui se tenait au Tivoli, et samedi, c'est tout son conseil municipal qui a voté une motion qui prévoit notamment de demander à la direction générale d'Hutchinson qu'elle engage une négociation « avec les pouvoirs publics, les salariés et l'entreprise » et qu'elle « rende des comptes sur l'utilisation de l'argent des aides financières obtenues ».

« Je veux aussi solliciter un rendez-vous avec le PDG d'Hutchinson, que nous rencontrerions en petite délégation », annonce Franck Demaumont, qui projette également de réunir une cellule de veille économique. « Il y a quelques années, je l'avais déjà fait, au moment des plans sociaux chez Ibiden ou Faurecia... C'est un endroit où l'ensemble des représentants du personnel, les syndicats du personnel mais aussi la CGC (la Confédération française de l'encadrement) peuvent échanger. Une réunion est d'ores et déjà programmée. »

Pour tous les acteurs politiques du territoire, il apparaît que l'entreprise est un pôle d'excellence technologique, aux savoir-faire reconnus, qu'il faut pérenniser. « J'attends de l'État qu'il devienne stratège en matière d'économie, y compris dans la relocalisation des industries. Hutchinson a tous les outils pour construire l'industrie de demain », défend le maire de Châlette.

EN CHIFFRES

23

Le nombre d'usines que possède le groupe Hutchinson en France.